UNEF Paris IV

(Union nationale des Étudiants de France-
Association générale des Étudiants de Paris-Sorbonne)

Le syndicat qui défend les étudiants

1 rue V. Cousin 75230 PARIS Cedex 05

(local: 18 rue de la Sorbonne, à Clignancourt à g. en sortant des amphis)

01-40-46-32-27 (répondeur)

<http://www.unef.org/paris4> (paris4@unef.org)

Textes adoptés par le congrès d'AGE préparatoire au 79e congrès de l'Union nationale, tenu le 20 mars 1999 en Sorbonne

Proposition d'introduction

Ce 79e congrès de l'UNEF se tient dans un contexte qui lui donne un enjeu capital.

Jamais, en effet, la conception d'une université publique de qualité ouverte à tous que nous voulons promouvoir n'avait été aussi menacée. Nous nous trouvons à l'aboutissement d'un processus trentenaire de casse de l'Université publique, qui prend désormais comme prétexte l'harmonisation européenne. La réforme Bayrou en est la pièce maîtresse: les mesures issues du rapport Attali, discrètement mais fermement imposées par Allègre aux universités, la parachèvent.

Mais le contexte est aussi celui d'un renouveau du mouvement étudiant. Alors que nous n'avions pas réussi à mobiliser contre la réforme Bayrou, son application et les nouvelles menaces contenues dans le rapport Attali ont provoqué une riposte de grande ampleur. Pour la première fois depuis 1995, des étudiants ont fait grève et sont descendus dans la rue, dans toute la France. Ils ont fait savoir qu'ils ne voulaient pas de l'Université qu'on leur préparait et étaient prêts à se battre pour défendre leur avenir.

Cette lutte doit se poursuivre, jusqu'à la victoire. La seule ambition de l'UNEF est d'être à son service. C'est en s'opposant aux premières manifestations de cette même politique, dans les années soixante-dix, qu'elle s'est renouée et reconstruite comme syndicat étudiant. C'est en luttant contre, et en remportant des succès notables, en particulier contre la loi Devaquet et la réforme Jospin, qu'elle s'est développée.

Le mouvement étudiant qui se relève aujourd'hui a plus que jamais besoin d'une organisation nationale qui soit à son service, pour lui proposer ses analyses et relayer ses revendications, besoin de syndicats dans chaque université pour organiser la riposte, pour être à la disposition de chaque étudiant et l'aider à résoudre ses problèmes individuels en faisant le lien avec la situation globale. C'est ce syndicat qu'il nous faut construire, localement et nationalement. C'est dans ce but que nous analysons ici les attaques dont nous sommes victimes et développons les propositions que nous voulons leur opposer, avant d'envisager les moyens de la riposte, et la construction d'une UNEF au service de cette riposte.

La question européenne : une problématique mobilisatrice

La construction de l'Union Européenne avait délaissé les questions liées à l'Education, mais a, depuis la convention de Lisbonne (1997), entamé une politique d'harmonisation des diplômes et des filières. L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie ont entamé l'ébauche d'une politique commune, annoncée par une déclaration conjointe sur « *l'harmonisation de l'architecture du système européen de l'enseignement supérieur* », lors des 800 ans de la Sorbonne, qui traite de plusieurs thèmes :

1-) Mobilité européenne (des enseignants et des étudiants) Celles-ci sont insuffisantes et impliquent la nécessité de campagnes nationales et européennes

2-) Formation continue, secteur important de l'université du futur. Le développement de ce secteur de l'université doit nous inciter à développer de nouvelles réflexions sur ce thème, tout comme il légitime davantage nos revendications sur un réengagement budgétaire de l'Etat afin de gérer une plus forte massification de l'université.

3-) La « *Reconnaissance internationale du potentiel attractif des systèmes éducatifs européens* », point fondamental de la politique actuelle, organisé autour de deux axes, qui sont la construction du système éducatif européen autour du pré-licence et du post-licence, et la généralisation des semestres, pensés comme facteurs de mobilité et élément essentiel de la formation continue. Le diplôme pré-licence serait l'unité de base du système éducatif européen, et aurait comme objectif l'acquisition d'un enseignement pluridisciplinaire et de bases linguistiques et informatiques. Le cycle post-licence proposerait deux cycles, le master et le doctorat, avec un semestre à l'étranger.

Les propositions d'action sur l'Europe

La question de l'aide sociale, de la professionnalisation de l'enseignement supérieur, la gratuité des études, gagner les mêmes droits pour tous les étudiants en Europe, une grille européenne des équivalences sont autant de questions qui doivent être réfléchies dans le contexte européen. Permettre aux étudiants de débattre, de se saisir de ces questions, rassembler par delà les frontières les étudiants et les organisations étudiantes doit s'imposer dans notre cadre de réflexion.

D'ores et déjà les mobilisations étudiantes d'été et d'hiver ont fait reculer le risque de sélection et de mise en concurrence des universités. Cela représente un point d'appui pour continuer. L'UNEF pourrait proposer aux organisations d'étudiants européens l'organisation de journées européennes d'action pour obtenir la gratuité des études, ainsi que l'obtention d'un cadre national des études ou pour un développement massif de l'aide sociale.

Redonner un sens à l'ESIB (European Student Information Board), l'amener à développer tout un ensemble d'actions mobilisatrices doit devenir un axe de l'UNEF. Les étudiants ne pourront se défendre au niveau européen que si une structure revendicative européenne forte existe. L'UNEF sur cet axe comme sur celui des propositions doit être un outil pour permettre au plus grand nombre de construire une Europe des droits étudiants.

La réflexion européenne comme cadre mobilisateur national

Cette perspective européenne doit s'intégrer dans l'orientation de l'UNEF, non pas comme un thème théorique, mais au contraire comme une thématique mobilisatrice, permettant la prise de conscience des lacunes des systèmes nationaux, et l'émergence de revendications nationales ou européennes. Comment défendre la mobilité européenne sans développer la mobilité des étudiants français entre les différentes universités ? Comment développer une Europe du savoir en laissant à notre porte des milliers d'étudiants étrangers ? La définition d'axes européens doit permettre de définir de nouveaux axes de luttes pour des questions « franco-françaises » qui n'en restent pas moins essentielles.

Contribution au débat sur l'aide sociale

Le plan social étudiant prévu par le gouvernement Jospin prévoit un réengagement financier de l'Etat dans l'aide sociale étudiante. Ce réengagement démontre que les analyses et les propositions de l'UNEF sur l'aide sociale étudiante ont sensibilisé le gouvernement, même si les besoins restent encore importants. Ainsi, les premières propositions du gouvernement restent insatisfaisantes : la hausse ne concernera que 3 à 5% du volume de l'aide sociale actuelle, et maximum 15 000 AIE (précaires) et 10 000 bourses.

De plus, les réflexions du gouvernement sur le plan social étudiant en lui-même restent encore floues. Le gouvernement hésite à annoncer le fondement du système qu'il souhaiterait privilégier. Les différents syndicats ont développé des propositions et aucune n'est à l'heure actuelle clairement reprise. Ce fait implique que la période qui s'ouvre est fondamentale : le modèle social choisi doit être celui qui aura été porté par le plus grand nombre d'étudiants, après que ceux-ci auront été informés des débats qui divisent les organisations étudiantes.

On peut regretter que de telles réflexions soient absentes du texte d'orientation qui se borne à reconnaître que le plan social est une bonne chose, qu'il ne va pas assez loin et qu'il faut mobiliser les étudiants pour arracher un plus grand nombre de bourses dans le cadre des "SOS Aide sociale". Cette orientation et ces propositions, qui se veulent consensuelles, sont-elles suffisantes pour mobiliser les étudiants ? Cela reste à démontrer. Tout d'abord parce que l'UNEF reste extraordinairement dans le flou, comme le souligne le texte, sur les conditions d'attribution des bourses, sur les politiques du logement universitaire et sur l'accès à la santé (qui est un problème distinct de celui de l'aide sociale). Ensuite parce que présentées ainsi, les propositions mises en avant sont contradictoires avec l'esprit du texte. Comment dire qu'il faut définir les critères d'attribution des bourses et demander 50% de boursier ? Et pourquoi pas 53%, 68%, ou 40% ?

La volonté de ne pas consacrer suffisamment de **lignes** de notre texte préparatoire à une analyse et à une orientation plus solides sur l'aide sociale démontre que l'absence de réflexion peut aboutir à de graves contradictions, ou à la clôture de toute réflexion. Si l'UNEF souhaite ne pas faire évoluer sa réflexion sur l'aide sociale, il faut alors qu'elle démontre que c'est une stratégie pertinente de sa part. Car rappeler sa position d'exiger 50% de boursiers ne peut être considéré comme une proposition "révolutionnaire". Dire que l'on soutient cette proposition ne peut que clore le débat.

Il est possible que la peur du conflit interne ait paralysé toute volonté de réflexion. En effet, le spectacle des derniers congrès de l'UNEF sur cette question est fortement éclairant. Hormis de longues polémiques, aucun débat n'a pu se dérouler dans un climat assez serein pour que des propositions soient avancées. Le texte a choisi d'éviter de "parler des choses qui fâchent", mais le remède est pire que le mal. Le risque du paradoxe n'a pu être évité, ainsi que celui de l'arbitraire : ne pas rappeler que différents modèles d'aide sociale existent, affirmer qu'il est **naturel** de raisonner uniquement sur le doublement des bourses, ne peut qu'être considéré comme, au mieux, un phénomène partial.

L'aide sociale a opposé deux camps dans l'UNEF : l'orientation nationale qui défend la "*justice sociale*" et réclame des bourses supplémentaires pour "ceux qui en ont besoin", c'est-à-dire développer le système actuel qui favorise

dans l'ensemble les bourses sur critères sociaux, dans le but de permettre à tous d'entamer et de réussir des études universitaires, que leurs familles, ne peuvent financer; et certaines AGE qui défendent des systèmes alternatifs (qui peuvent différer entre eux), basés sur le principe de permettre à chaque étudiant d'être "*autonome*" (dans cette conception de la famille).

L'affrontement (on peut difficilement parler de débat) qui a opposé ces deux conceptions, a eu d'importantes conséquences : l'UNEF est resté aveugle aux études du monde étudiant qui auraient pu permettre d'affiner sa perception de celui-ci. En effet, les rapports des responsables d'AGE dans les collectifs nationaux ou en Bureau National ne peuvent être partiels car réalisés sans aucune base scientifique. Le rapport de l'Observatoire de la Vie Etudiante de 1996 a donné beaucoup d'informations fondamentales dont l'UNEF n'a su se saisir pour infléchir un débat qui tournait au dogmatisme. Lorsque certains parlent d'autonomie, encore faut-il déterminer ce que veut dire ce terme. L'autonomie veut-il dire que tout étudiant doit être financé par l'État pour tout ce qui concerne son logement, sa nourriture, ses études et ses loisirs, et ce quel que soit son niveau social, son niveau d'études, et le nombre d'années passées à l'université ? Cette proposition est injuste, car elle coupe les étudiants du reste de la société qui ne pourrait profiter de tels privilèges. A moins que ce projet ne concerne pas que les étudiants, et ne soit un projet de société "politique". Dans ce cas il s'éloigne de la nécessité de s'ancrer dans une ligne **syndicale**, seule à même de rassembler le plus largement les étudiants au-delà des chapelles partisans.

La conception du texte préparatoire reste, elle, aveugle à une réalité : nombreux sont les étudiants qui souhaitent entamer des études universitaires dans des filières peu estimées des parents (souvent de classe sociale aisée mais pas toujours), qui exercent des pressions sur le choix professionnel de leurs enfants. Cette situation est inacceptable. Tout autant que la législation actuelle qui privilégie, et c'est paradoxal, les familles les plus aisées par le biais de la demi-part fiscale. En effet les économies fiscales de ces familles sont bien supérieures aux aides accordées aux familles défavorisées. Comment résoudre cette situation sans entrer dans le démagogique (la position de l'UNEF-ID) ou l'injuste (la position précédente) ?

Il semble que les propositions les plus justes soient de privilégier l'aide sociale sur critères sociaux, en doublant le nombre d'échelons et en augmentant le volume des bourses. Tout comme il est nécessaire d'ouvrir plus largement les bourses aux étudiants de IIIème cycle ou à ceux préparant les concours de l'Education. De même, obtenir la construction de logements universitaires ne peut qu'aller dans le sens de favoriser à la fois la justice sociale (du fait de leur entrée sur critères sociaux) et l'autonomie étudiante (car la possession d'un logement étudiant est un premier pas dans l'autonomisation des étudiants vis-à-vis de leur famille). Enfin, concernant la demi-part fiscale, celle-ci doit être fortement réduite, et versée directement à l'étudiant, qui peut ainsi s'affranchir des menaces matérielles que sa famille laisse planer sur sa tête. C'est sans doute le moyen le plus simple et le moins injuste de donner l'autonomie à des personnes qui, d'ailleurs, l'ont déjà. En effet, les étudiants qui sont locataires d'un appartement ou d'une chambre en cité-universitaire sont largement majoritaires dans le monde étudiant. Donner aux étudiants des classes défavorisées les moyens d'effectuer des études, d'avoir accès aux loisirs, de vivre hors du domicile familial, (situations courantes dans les familles des classes aisées) permet d'assurer l'autonomie du monde étudiant dans une grande globalité, tout en permettant à l'UNEF de rester fidèle à son idéal de "justice sociale".

Accès à la culture et aux loisirs

(texte se substituant à la partie correspondante du texte du secrétariat national)

La démocratisation de l'accès à la culture et aux loisirs, sources d'enrichissement et d'épanouissement personnels, a été un des défis de ce siècle, aussi bien politique que syndical. Or les étudiants en ont, comme beaucoup, envie et, peut être plus encore que d'autres, besoin. Non seulement l'université nous ouvre des voies vers certains champs culturels mais demande même cette curiosité envers des domaines extérieurs mais proches de nos études. De plus, pendant notre formation nos désirs se forment et nous poussent vers d'autres activités. L'accès des étudiants à la culture et aux loisirs doit donc être particulièrement favorisé.

L'étudiant n'est pas passif dans sa relation à la culture et aux loisirs. Les universités sont des lieux où les idées et les initiatives sont nombreuses et méritent d'être soutenues. Pour ce faire, l'enseignement supérieur a évidemment besoin de moyens pour permettre le développement d'activités au sein même des facultés. Mais l'accès à la culture et aux loisirs se fait aussi à l'extérieur, d'où la nécessité d'aider les étudiants (qui par définition ou presque manquent de moyens financiers) à profiter malgré tout des opportunités offertes en dehors des universités. Malheureusement, les aides sont rares et le prix d'une séance de cinéma, d'un concert ou de l'adhésion à un club sportif poussent souvent les étudiants à renoncer.

L'Etat, à travers les universités, se doit de nous soutenir en ce domaine. Certaines initiatives sont maintenant en place : le Kino de Lille III, le club théâtre de Paris IV ou TéléSorbonne, mais pour combien d'autres projets avortés faute de moyens.

L'accès à ces activités en dehors de nos facs, bien que nécessaire est un problème bien plus épineux encore. Malgré certains efforts isolés, sous la forme de réductions, dans la plupart des cas assez méconnus par manque de publicité (manque d'ailleurs bien calculé par des entreprises qui ménagent la chèvre et le chou), il en reste beaucoup à obtenir pour un libre accès des étudiants, même défavorisés, à la culture et aux loisirs.

L'UNEF en tant que syndicat étudiant se doit d'agir en faveur de mesures significatives pour améliorer la situation. Les concepts comme celui de la Carte Jeune sont intéressants mais nullement satisfaisants, surtout dans une optique de limitation par adhésion payante qui pénalise une fois de plus les étudiants les plus démunis.

La société française doit reconnaître les étudiants comme acteurs de son avenir. En donnant plus de moyens aux universités, l'Etat doit les aider à développer les initiatives et les activités culturelles et sportives étudiantes. Mais il est aussi nécessaire de réfléchir à un concept plus large. Notre statut d'étudiant nous donne certes des devoirs, mais il est important qu'il nous donne aussi des droits, dont celui de l'accès à la culture et aux loisirs.

Nos demandes doivent être prises en compte dans le cadre d'une formule adéquate qui reste à définir. L'Etat doit jouer son rôle en subventionnant certaines aides mais l'idée d'un organisme chargé de négocier avec les entreprises des tarifs étudiants plus avantageux, et de diffuser l'information à ce sujet, n'est pas à rejeter, la question de son financement étant le principal problème. On pourrait bien-sûr envisager un système de cotisations

variables qui instaurerait une solidarité entre étudiants pour que les boursiers et autres étudiants en difficulté financière n'en soient pas exclus. Cependant la mise en place en serait difficile. Les collectivités locales, en particulier les mairies des villes dynamisées par la présence d'étudiants, devraient pouvoir soutenir un tel organisme, comme dans le cadre du projet "Avantage Jeunes" de la région Franche-Comté. Cependant un système national serait préférable pour plus d'égalité.

Pour défendre l'accès des étudiants à la culture et aux loisirs nous devons d'abord rencontrer d'autres associations pour créer ensemble la structure qui manque en ce domaine; une structure qui devra être avant tout contrôlée voire dirigée par les étudiants en partenariat avec les collectivités locales.

Défendre la qualité de nos études

(texte se substituant à la partie "Pédagogie" du texte du secrétariat national)

I– Le changement qu'on veut nous imposer

C'est un bouleversement considérable du contenu de nos formations qui est en train de se mettre en place. L'Université est accusée d'être une "usine à chômeurs", inadaptée à la réalité du monde du travail. Le mot d'ordre qu'on veut nous imposer est la professionnalisation.

Nous devons refuser ce mot d'ordre, et dénoncer sous la démagogie la réalité des faits.

Le mensonge qui le fonde est grossier: ce n'est pas l'Université qui est responsable de l'absence d'offre d'emplois, ce n'est pas de l'inadaptation de nos diplômés à des emplois qui nous seraient offerts que nous sommes victimes.

Il ne s'agit donc pas de nous permettre de trouver des emplois, qui n'existent pas, à la sortie de nos études, mais de faire de nous *pendant celles-ci* une main d'œuvre à très bon marché. **L'État fait ainsi des économies sur le contenu des formations tout en fournissant aux entreprises, publiques comme privées, une armée de réserve de stagiaires** beaucoup plus docile et moins coûteuse encore que celle des chômeurs.

Les stages tels qu'on nous les propose ne sont un moyen ni d'insertion, ni de formation, mais de précarisation du marché du travail. Qui peut douter du choix d'un employeur qui a exploité pendant six mois un stagiaire pour rien ou presque rien (1750 F/mois selon la réforme Bayrou), entre lui donner un véritable emploi, ou le remplacer par un nouveau stagiaire ?

On nous fait passer ainsi d'une logique de formation générale ou professionnelle à visée longue, donnant des bases pour toute une carrière, à un formatage à courte vue pour répondre aux exigences immédiates des entreprises sans aucune garantie pour l'avenir. **Le rapport Attali déclare d'ailleurs clairement qu'aucun diplôme n'aura plus de validité permanente:** la précarisation qu'on nous impose pendant nos études tendra donc à être étendue à l'ensemble de la vie active.

Quant aux études à proprement parler, leur objectif principal semble devoir être d'occuper au moindre coût les étudiants entre deux stages, et accessoirement de les préparer au travail qu'on leur demandera pendant ceux-ci. **On accuse l'Université d'être une usine à chômeurs pour la transformer en parking à chômeurs à qui on veut cacher qu'ils le sont.**

Cette politique se développe concrètement sur trois axes:

1) Création de nouveaux diplômes aux noms toujours ronflants, au contenu scientifique peu déterminé, dans la gestion desquels des entreprises ont une part prédominante, et dont la valeur nationale n'est jamais évidente.

2) Marginalisation croissante, en termes de moyens, des formations dites classiques au profit de celles qui sont ainsi créées.

3) Réaménagement brutal de l'ensemble des cursus pour les adapter au nouveau cours. Pour la plupart d'entre nous, c'est l'aspect le plus visible de cette politique.

II– De nombreux points sont en cours d'application

1) La semestrialisation

La semestrialisation, désormais appliquée presque partout, en est la pièce maîtresse: **en cassant la cohérence de l'année universitaire, elle permettra l'intégration des stages.**

Elle a pu sembler une mesure technique sans grande portée, et par conséquent difficile à combattre en tant que telle. Au lieu d'avoir, par exemple, six modules sur l'année, avec trois heures de cours et TD par semaine, on en a trois au premier semestre, trois au deuxième, avec six heures par semaine. Rien de changé, à première vue.

Ceux qui la défendent n'ont d'ailleurs pas beaucoup d'arguments. Le principal est que "C'est comme ça partout ailleurs en Europe". Magnifique ! Mais il se trouve que partout où ça existe, ça a des effets graves

1) Deux heures par semaine jusqu'en janvier, ça n'équivaut pas à une heure jusqu'en juin. Le temps pour assimiler, prendre du recul par rapport au cours, s'approprier les connaissances, est deux fois moindre.

La semestrialisation peut convenir à certaines disciplines, mais est catastrophique pour d'autres. Au lieu d'étudier parallèlement les différents aspects d'une matière (en histoire, les quatre périodes, en français, les différents siècles...) on se bourre le crane successivement avec deux ou trois d'entre eux. Ce n'est pas la même approche !

2) Elle pose un problème pratique: **deux fois plus de sessions d'examens !** En effet, les terminaux du premier semestre ont lieu en janvier, à l'époque qui était celle des partiels, qui sont soit avancés dès novembre (un mois après la rentrée !), soit supprimés, ce qui est pire, car cela fait deux fois moins d'exercices écrits. Plus de partiel signifie plus d'occasion de s'entraîner et de s'améliorer avant le terminal.

3) Elle atteint plus gravement encore tous ceux —il y en a, malheureusement— qui n'ont pas les moyens d'être étudiants à plein temps. **C'est le système même de l'examen terminal qui est remis en cause.** On pouvait, avant, travailler à plein temps toute l'année et consacrer le mois de juin aux exams. Désormais, il faut en passer aussi en janvier.

2) Les autres aspects de la réforme Bayrou

Les autres aspects de la réforme Bayrou sont en cours d'application.

— La pseudo-pluridisciplinarité prévue par Bayrou n'a été que peu appliquée. Mais la menace reste du remplacement des DEUG spécialisés par des fourre-tout où, sous prétexte de tout faire, on ne fait rien, demeure.

— La méthodologie est une vieille idée neuve, pour résoudre le problème de l'échec des étudiants en faisant des économies. La réussite ne serait pas une question de travail, de connaissances, de réflexion sur ces connaissances, mais de "méthode". Quelle est cette méthode ? Mystère, personne ne l'a jamais rencontrée, mais Bayrou a voulu créer des cours spéciaux pour nous l'enseigner, hors de tout contenu scientifique: c'est la "méthodologie".

Nous continuerons à dénoncer cette imposture. Il semble évident que c'est en faisant des travaux écrits et oraux à partir des connaissances qu'on acquiert dans chaque matière, qu'on apprend à les réussir, pas en attendant de cours spécifique une "méthode" miracle.

— Autre pseudo-solution miracle, prévue par Bayrou, la réorientation a été mise en place. **On a imposé au début du DEUG un semestre d'orientation, soi disant pour permettre aux étudiants de réfléchir à la discipline qui leur conviendrait le mieux.** Nous avons combattu cette réforme pour plusieurs raisons: mensonge sur les véritables problèmes, danger de sélection arbitraire (réorienter après quelques semaines en fac peut être un moyen de se débarrasser

d'une partie des étudiants), perte de temps et de contenu scientifique des enseignements pour tout le monde.

Surtout, **la réorientation augmente plutôt le risque d'échec**. Changer de filière au milieu de l'année, c'est reprendre presque à zéro, avec l'obligation d'arriver à la fin au même niveau que ceux qui ont fait toute l'année dans la même filière. Un étudiant qui a des difficultés dans la filière qu'il a choisie a presque à coup sûr intérêt à s'accrocher jusqu'à la fin de l'année, plutôt qu'essayer autre chose.

— Enfin, **la logique de la semestrialisation implique la suppression de la session de septembre**. Elle est rendue possible par l'arrêté Bayrou, qui prévoit seulement un espace de deux mois entre les deux sessions. Plusieurs facs l'ont déjà fait. Il n'est d'ailleurs pas évident de repasser en septembre des modules sur des sujets dont nous n'aurons plus entendu parler depuis janvier. Pour tous les partisans de la réforme, une solution simple s'impose: plus de session de rattrapage, ou une deuxième session juste après la première, qui ne donne aucune chance de faire de nouvelles révisions pour se mettre à niveau. Coup dur pour tous les étudiants, et en particulier pour les étudiants salariés.

3) Le 3-5-8, couronnement de l'édifice

Le 3-5-8 préconisé par le rapport Attali est le deuxième étage de cette fusée. Ses principes sont très critiquables: phase préliminaire étirée sur trois ans (Attali a dit que ça correspondrait au DEUG que "beaucoup d'étudiants font déjà en trois ans. C'est ce qui s'appelle améliorer la qualité de nos études !), disparition de la spécificité de l'année de licence, rigidification des doctorats aux dépens du travail de recherche.

Surtout, **il est le moyen d'une refonte totale des cursus que le pouvoir mènera en fonction de ses objectifs**. Bien évidemment, ces 3-5-8 seraient entrecoupés de nombreux stages en entreprise laissant moins de place aux études (donc il faudra 3 ans pour faire ce qu'on faisait en deux ans: c'est logique). Son application est déjà commencée, alors qu'aucune décision officielle n'a été publiée: les Universités ont reçu consigne de raisonner dans ce cadre.

La recherche fondamentale est désormais directement menacée, puisque le rapport Attali préconise de s'en tenir à ce qui est utile aux entreprises.

4) La baisse des postes aux concours de recrutement du secondaire

Ce n'est pas par hasard qu'en parallèle **Bayrou puis Allègre ont réduit drastiquement le nombre de postes au CAPES et à l'Agrégation (- 35 % sur trois ans)**, limitant ainsi un de nos principaux débouchés (au mépris des revendications lycéennes). C'est la même logique qui est à l'œuvre, celle de l'austérité budgétaire et de la remise en cause, dans le secondaire comme dans le supérieur, de la notion même de formation intellectuelle.

C'est dans la même logique que le gouvernement refuse la création d'un CAPES et d'une Agrégation d'Histoire de l'Art, alors que cette matière est enseignée dans le secondaire, et que les étudiants de la filière se sont mobilisés sur cette revendication.

III- Défendre une autre vision de l'Université

Chaque étudiant a perçu les premiers effets de ces attaques. Le rôle du syndicat est de montrer qu'ils ne sont que les prémices d'un bouleversement plus considérable, et de lui opposer notre vision de l'Université.

1) Contre la pseudo-professionalisation, pour des formations théoriques et professionnelles de qualité

Il faut d'abord **refuser l'impératif catégorique de la professionalisation, tel qu'il nous est présenté.** Il y a deux types de formation supérieures: les unes théoriques, uniquement en Université et dans les classes préparatoires, les autres à vocation professionnelle, dans des établissements spécifiques en IUT, BTS, écoles et bien sûr facs de médecine, de droit et de sciences économiques. **Cette distinction doit être maintenue, contre la politique qui tend à pourrir les cursus théoriques par une pseudo-professionalisation tout en refusant de développer un véritable enseignement supérieur professionnel à la hauteur des besoins.**

Ainsi, quand Attali insiste sur la nécessité de rapprocher grandes écoles et universités, ça a l'air d'une bonne idée, sympa, généreuse, anti-élitiste... Mais ce n'est pas cela du tout. Il part d'un vieux préjugé: les écoles c'est bien, l'université c'est mal. Les rapprocher, ça veut dire obliger les facs à singer les grandes écoles. Ce n'est pas notre avis. Les écoles donnent une formation professionnelle, pour les meilleures de très haut niveau, l'Université une formation théorique: ce sont deux types d'enseignement supérieur différents, qu'il importe de maintenir car chacun a sa valeur et son utilité.

Il faut se méfier d'un mirage dangereux: le succès des très grandes écoles (X, HEC...) tient d'abord à la sélection très dure à leur entrée, ensuite aux moyens consacrés à chaque étudiant. Si on suit Attali, on ne fera pas des facs autant de Polytechnique: on en fera des grandes écoles au rabais, ne donnant plus de formation théorique, mais pas non plus de formation professionnelle valable.

Pour les formations théoriques, il ne doit pas être question de professionalisation ou de stage. Elles doivent soit être le préalable à une spécialisation professionnelle, soit déboucher sur des carrières n'en nécessitant pas, à commencer bien sûr par l'enseignement et la recherche.

Des stages sont bien sûr nécessaires à la plupart des formations professionnelles. Mais leur contenu pédagogique supposé, à peu près impossible à définir, ne doit pas servir à nier que le stagiaire est un travailleur, et doit bénéficier de l'ensemble du droit du travail. C'est vrai pour les stages dans le privé. C'est également vrai quand ils ont lieu dans le public, en particulier pour les étudiants du secteur santé. **La question essentielle n'est pas celle du suivi pédagogique, mais de la rémunération, qui doit être liée exclusivement au travail effectué, sans considération du statut étudiant.** Il n'y a pas de raison qu'un stagiaire gagne beaucoup moins qu'un titulaire faisant le même travail: c'est injuste, et lourd de menace pour les emplois stables. Une réduction de 10 %, eu égard à l'absence d'expérience au départ, est le maximum acceptable.

2) Un recrutement massif d'enseignants est indispensable

Dans tous les cas, il nous faut défendre le contenu des enseignements, qui ne doit être remis en cause par aucune considération extérieure à l'Université (ou aux autres établissements) et défendre aussi nos conditions d'études.

Cela suppose un recrutement massif d'enseignants. **Dans les Universités, il ne doit s'agir que d'enseignants chercheurs:** la remise en cause du lien entre enseignement et recherche, soutenue par la polémique qui prétend que les enseignants ne sont évalués qu'en tant que chercheurs et que ça n'est pas normal, est un des éléments essentiels de la casse de nos études. C'est pourquoi nous condamnons le statut de PRAG et refusons tout nouveau recrutement sous ce statut. **Nous avons besoin d'enseignants-chercheurs titulaires, et également de postes provisoires permettant à des étudiants-chercheurs de faire leur thèse dans de bonnes conditions et en lien avec une**

pratique de l'enseignement supérieur. Nous demandons donc la multiplication des postes d'ATER et de moniteurs, et la création d'un statut d'agrégé-doctorant à la place des PRAG.

Seul ce recrutement massif permettra des TD et des TP en nombre suffisant, et avec au maximum 25 étudiants par groupe. Nous demandons qu'on cesse d'essayer de nous faire croire qu'il y a une méthode miracle et de faire semblant de vouloir nous l'enseigner. La véritable "méthodologie", c'est les TD. Permettre aux étudiants d'y assister (ce qui suppose qu'ils ne soient pas obligés de se salarier), et dans de bonnes conditions (des groupes de taille normale), les aiderait plus à réussir !

3) Mettre fin au scandale de la dégradation des conditions d'examens

Ce recrutement massif contribuerait aussi à améliorer les conditions d'examen, qui se dégradent d'année en année. Pour nous, c'est le moment essentiel de l'année universitaire: pas pour ceux qui les organisent ! Il est d'ailleurs logique que, quand on remet en cause la valeur nationale et permanente des diplômes, on se préoccupe peu de la manière dont ils sont délivrés.

Tel n'est pas notre point de vue. Nous demandons donc une information claire sur les modalités (brochure d'information claire et complète dès la rentrée) et les dates des examens (chaque étudiant doit recevoir un courrier mentionnant les horaires et les lieux des examens qu'il doit passer). Nous exigeons le maintien ou le rétablissement de la deuxième session en septembre, et le retour en juin de l'ensemble de la première.

Il n'est pas non plus normal que le résultat ne soit communiqué que sous la forme d'une note, et qu'un étudiant ne puisse voir sa copie que s'il conteste sa note, et après avoir franchi de nombreux obstacles: les copies doivent être systématiquement rendues à leurs auteurs après la délibération, ne serait-ce que pour qu'il puissent savoir comment s'améliorer, et ils doivent réellement avoir la possibilité d'en discuter avec le correcteur.

Ce sont ces exigences pour une Université publique de qualité que nous porterons face au projet de casse du pouvoir.

— suppression de la semestrialisation et abrogation de la réforme Bayrou, maintien ou rétablissement de la deuxième session en septembre— maintien de la possibilité de se réorienter en cours de première année, mais suppression du test et des commissions, et information sur les difficultés réelles d'une réorientation.— rejet définitif du 3-5-8 et du rapport Attali— retour à un nombre de postes mis au CAPES et à l'Agrégation au moins égal à celui de 1996, et création d'un CAPES et d'une Agrégation d'Histoire de l'Art.— pas de stage payé moins de 90 % du salaire de l'emploi stable correspondant— développement d'un enseignement supérieur professionnel non dépendant des entreprises, sans remise en cause de l'existence de l'enseignement théorique— recrutement massif d'enseignants-chercheurs titulaires et doctorants, création d'un statut d'agrégé doctorant à la place des PRAG— information claire dès la rentrée sur les conditions exactes d'examen— communication systématique des copies d'examen aux candidats

Les moyens de la riposte

(texte se substituant à la partie Citoyenneté du texte du secrétariat national)

I– Notre espoir est dans le renouveau du mouvement étudiant

Face à cette intensification des attaques, **le mouvement de novembre-décembre a apporté un démenti flagrant à tous ceux qui croyaient que l'époque des mobilisations étudiantes était terminée**, que notre précarisation croissante nous avait rendus incapables de réagir. La meilleure preuve que ce mouvement a fait trembler le pouvoir est le boycott médiatique sans précédent auquel il a été soumis qui, s'il a limité son extension, n'a pas suffi à l'empêcher.

Nous avons échoué à mobiliser les étudiants contre la réforme Bayrou lorsqu'elle avait été annoncée. Nous savons aujourd'hui, devant la réaction quand elle a été effectivement appliquée et que le rapport Attali a annoncé de nouvelles menaces, que cet échec n'était que provisoire.

Il faut maintenant, après la coupure des examens, que ce mouvement reprenne et s'étende. C'est à cet objectif prioritaire que nous devons consacrer nos efforts. Nous devons convaincre tous ceux qui ont déjà bougé qu'il vaut la peine de continuer, tous ceux qui ne l'ont pas encore fait que c'est là le moyen de gagner, comme nous l'avions fait en 1986 contre Devaquet, en 1992 (déjà) contre Jospin, expériences qui montrent que **le pouvoir peut agir sans les étudiants, mais ne peut agir contre eux s'ils se mobilisent**.

II– Unir la lutte étudiante à celle de l'ensemble de l'Éducation nationale.

Dans ce combat, nous ne sommes pas isolés. **Au niveau de l'enseignement supérieur, face à l'offensive que nous subissons, les intérêts des étudiants et des enseignants concordent. Nous devons travailler à construire une riposte unitaire**, et refuser toutes les manœuvres démagogiques tendant à jeter les étudiants contre les enseignants, la plus grossière étant l'idée contre nature d'une évaluation des profs par leurs étudiants.

Au niveau local, nous devons saisir toutes les occasions d'interpeller nos enseignants sur les réformes en cours (sujet qu'ils abordent rarement spontanément dans le cadre de leurs cours) et d'engager le débat avec eux. Au niveau national, dès la fin de ce congrès, l'UNEF engagera le dialogue avec toutes les organisations d'enseignants, syndicats ou associations de filière, pour les inviter à prendre parti contre la politique d'Allègre aux côtés des étudiants.

Surtout, **c'est l'ensemble de l'Éducation nationale qui est attaquée, et non seulement le supérieur**. Tandis que les lycéens, les premiers à être entrés en lutte contre Allègre, comprennent à quel point on leur a menti, la colère des enseignants du secondaire devant la destruction de leur métier prend l'aspect d'une lame de fond. Ce mouvement rencontre actuellement une grande sympathie parmi ceux des étudiants qui se destinent à l'enseignement, et sont les premières victimes de la baisse du nombre de postes dans le secondaire. **L'enjeu principal des mois à venir est l'unité du mouvement lycéen, du mouvement étudiant et du mouvement enseignant contre la conception libérale de l'éducation, alliant culte de l'austérité budgétaire et soumission aux intérêts privés, pour l'école publique**. L'UNEF prendra donc à tous les niveaux tous les contacts utiles à cette unité.

Elle se donne pour objectif de répandre massivement partout où elle est présente l'information sur la réalité des projets gouvernementaux, sur les

mobilisations qui ont déjà eu lieu contre cet automne, largement occultées par la censure du pouvoir, sur le lien entre la colère des enseignants et la nôtre.

Nous ne devons pas hésiter à reprendre à notre compte l'exigence de la démission d'Allègre qui monte dans le milieu enseignant. Certes, ce n'est pas la solution à tous nos problèmes, et nous savons que la politique d'Allègre est en continuité parfaite avec celle de Bayrou, mais c'est un passage obligé, car il n'y a rien à attendre tant que restera un ministre qui affiche un tel mépris pour les étudiants, les lycéens et les enseignants, et un bon moyen de cristallisation.

III– Mobiliser tous nos moyens

Nous devons mobiliser tous nos moyens au service de cette campagne, et saisir toutes les occasions d'avancer.

En particulier, **les élections sont un moyen privilégié de propagande dont il nous faut nous saisir pour développer la riposte étudiante**. Partout où l'UNEF, sans cacher aux étudiants que le pouvoir n'appartenait pas aux conseils, et encore moins à leurs élus, les a invités à prendre les élections comme une occasion de montrer leur opposition à la casse de l'Université publique, elle a progressé.

De même, nos élus dans les conseils ne peuvent rien contre les réformes, mais ils sont un relais important pour exprimer nos positions auprès des profs et de l'administration, et surtout faire circuler l'information sur la réalité de leur avancement, puisqu'Allègre s'avance masqué: la faire redescendre vers les étudiants de leur université, la faire remonter vers la coordination nationale de la lutte.

Il est aussi nécessaire d'envisager tous les moyens d'utiliser les *media*.

Dans ce contexte d'intensification des luttes, **nous devons être plus vigilants que jamais sur la question de la liberté d'expression sur nos facts. Ce n'est pas par hasard qu'elle se trouve mise en cause**, par le rectorat de Paris en Sorbonne, par l'attitude scandaleuse de l'université Paul Valéry pendant la grève de Montpellier par exemple. Nous exigerons qu'on nous donne les moyens d'informer et de mobiliser les étudiants, en profitant de la bienveillance des enseignants quand c'est le cas, en créant les rapports de force nécessaires dans les autres cas.

Un syndicat offensif, au service de la riposte étudiante

(texte se substituant à la partie UNEF du texte du secrétariat national)

L'UNEF n'est pas un syndicat de masse. Il serait vain de le nier. Il serait aussi vain de le déplorer. Cette situation correspond aux conditions objectives du mouvement étudiant. Aux raisons structurelles, caractère transitoire de la condition étudiante, hétérogénéité du milieu, s'ajoutent des causes conjoncturelles: du fait de leur précarisation croissante, la plupart des étudiants sont accaparés par le souci de survivre au jour le jour sans décrocher de leurs études. Un engagement syndical semble à beaucoup inenvisageable, à la plupart impossible à assumer.

I– Construire un syndicat qui prouve son utilité à tous les étudiants

Il ne peut donc être question de faire, par un coup de baguette magique, de l'UNEF telle qu'elle est aujourd'hui une organisation de masse. Une telle prétention soulignerait notre faiblesse sur ce point, et donnerait des armes à nos adversaires pour contester notre représentativité. Notre but est de construire, en partant de la situation d'aujourd'hui, **un syndicat qui soit utile à l'ensemble des étudiants, et dont l'utilité soit reconnue par la part la plus large de celle-ci.** Nous ne refusons aucune adhésion, bien au contraire, même si elle ne manifeste qu'un soutien, sans participation à l'activité ou au financement de l'organisation. Mais nous avons mieux à faire que mendier des adhésions en en minorant la portée: prouver l'utilité du syndicat.

C'est pourquoi nous devons plus que jamais avoir le souci d'être présents sur nos universités, comme un moyen d'information, comme un recours contre tout problème qui peut se présenter à un étudiant ou à plusieurs. **Le propre d'un syndicat est de lier la défense de chaque étudiant individuellement, au quotidien, à la défense des étudiants en tant que collectivité.** Nous n'aurions aucune crédibilité dans notre prétention à défendre une université publique de qualité ouverte à tous si nous ne nous donnions pas les moyens de répondre à tout étudiant victime d'un problème d'inscription, d'examen, d'aide sociale... et de l'aider et l'appuyer pour trouver la meilleure solution. Mais une telle action n'aurait aucun sens si nous n'agissions pas pour défendre l'université que nous voulons, contre la politique du pouvoir: nous en serions réduits à constater, sur les cas individuels que nous traiterions, la dégradation croissante de la condition étudiante sans avoir les moyens de l'expliquer ni la volonté de lutter contre.

Il faut donc nous doter d'une organisation capable de tenir ces deux bouts de l'action syndicale, au service du mouvement étudiant.

II– Nous doter d'une organisation efficace

1) Organiser notre présence sur le terrain

Cela suppose d'abord la réaffirmation du caractère fédératif de l'UNEF. Il est commun à tous les syndicats, et lié à la nature même du combat syndical, qui part forcément de la réalité du terrain. **L'UNEF est une union de syndicats agissant chacun dans son université, ou dans son établissement.**

Nous devons donc avoir le souci d'être réellement présents dans le plus grand nombre possible d'établissements. Il nous faut reconnaître que le bilan de

l'UNEF sur ce point est loin d'être satisfaisant. Il est nécessaire d'engager un travail de reconstruction partout où l'UNEF a disparu, sans en méconnaître les difficultés. Il ne s'agit pas de parachuter une équipe à la veille des élections pour constituer des listes à tout prix, compter sur la proportionnelle au plus fort reste pour avoir quelques élus, et espérer que certains survivront jusqu'au prochain renouvellement du CNESER. Ces pratiques sont celles d'autres organisations, non les nôtres. Il s'agit de reformer patiemment des équipes syndicales présentes sur leur terrain, ce qui suppose à la fois un travail attentif de suivi et le respect de leur autonomie. Il est certain que la dynamique nationale de lutte que nous pourrions créer sera la meilleure chance de ce travail.

2) La direction nationale

La direction nationale doit avoir un rôle de coordination de l'action des AGE, de diffusion de l'information et de représentation au niveau national.

Le **collectif national est l'instance délibérative, lieu de rencontre de toutes les AGE**. Il détermine l'orientation du syndicat entre deux congrès. Il doit jouer pleinement ce rôle. Cela implique que **les rapports qui lui sont présentés soient désormais écrits et amendables, et soient diffusés au-delà de ses membres**. Se pose également la question de l'implication d'un nombre plus large d'adhérents, au-delà de deux spécialistes par AGE: entre la fermeture actuelle et l'ouverture à tout vent qui prévaut dans d'autres organisations, qui changent l'instance de décision en lieu de spectacle, la meilleure solution semble d'y admettre, en plus, un auditeur par AGE.

Le **Bureau national doit mieux assumer le rôle de direction collégiale de l'Union nationale**. Il se réunira plus régulièrement, au moins toutes les deux semaines. Les comptes-rendus de ses réunions seront diffusés à tous les membres du CN. La logique de la structure fédérale implique qu'on ne retienne désormais que les candidatures d'AGE, et que le souci domine que les principales d'entre elles y soient représentées en fonction de leur poids dans l'Union nationale. Il est indispensable que toutes celles qui en sont absentes disposent d'un suivi qui maintienne le contact entre elles et le BN: pour les autres, le suivi doit logiquement en être confié à un de leurs représentants.

Le secrétariat du BN doit être réorganisé et la répartition des responsabilités entre ses membres clarifiée: il y aura désormais, outre les trois membres statutaires, cinq secrétaires ayant chacun en charge un des secteurs suivant, relations avec les autres organisations (nationales et internationales), propagande, information interne, aide sociale, élus. **La création d'un secteur information interne doit répondre à notre principale lacune**. Il faut créer un bulletin de liaison à parution mensuelle régulière, envoyé au moins à tous les membres des bureaux d'AGE et aux élus des conseils centraux. Il comprendra les rapports du CN, les relevés de décision du BN, l'actualité du CNESER et du CNOUS, d'éventuelles tribunes libres d'AGE et toutes les informations utiles sur l'actualité de l'enseignement supérieur et du mouvement étudiant.

3) De nouveaux moyens d'intervention

Certains secteurs demandent une structuration spécifique, que nous n'avons pas encore été capables de leur donner. **Des efforts devront être faits en particulier pour ressusciter la FRUF**, en recréant des associations de résidents dans les cités-U, travaillant en liaison avec les AGE.

Il est d'autre part indispensable, face aux attaques dont la recherche est victime, de **créer une association nationale des étudiants chercheurs**, car c'est essentiellement, dans leur cas, au niveau national qu'on peut agir syndicalement.

Le principe fédéral suppose que chaque AGE choisisse librement sa structuration. Les publications nationales ont trop souvent fait comme si elles

étaient toutes structurées en associations de filières, ce qui les rend difficilement diffusables, car ce n'est pas le cas de la majorité d'entre elles: de nombreuses AGE n'ont pas d'associations, dans beaucoup d'autres, il s'agit soit d'associations d'Université, soit d'associations de site, et non de filière...

Il faut en revanche que des AGE voisines géographiquement puissent coordonner leur action chaque fois que c'est nécessaire. Nos structures actuelles remontent à l'époque où il y avait rarement plus d'une université par académie, et ne répondent pas à ce besoin. Seul Paris fait exception, mais le fonctionnement du secteur parisien n'est pas satisfaisant: il ressemble plus souvent à une formation restreinte du BN, voire du secrétariat, qu'à une structure de coordination. **Il est donc nécessaire de recréer la FAGIF, en lieu et place du secteur parisien du BN qui n'a pas de raison d'être, et de créer des structures de même type en province partout où les AGE le jugent nécessaire.**

Il s'agit de renforcer à tous les niveaux la structuration de notre organisation, avec le souci non d'en faire sa propre fin, mais de la mettre au service du mouvement étudiant.

III– Pour l'unité la plus large, dans le combat syndical

On ne peut avoir ce souci sans poser la question de l'unité. Il est incontestable que la concurrence entre organisations est un handicap pour le mouvement étudiant, et que l'unité doit être pour nous un objectif constant.

Il est également certain que **cette unité doit être cherchée sur le terrain, dans la convergence des luttes, et qu'il n'y aurait aucun sens à la chercher ni hors de ces luttes, ni contre elles.**

C'est en menant sans concession le combat contre la politique de casse de l'Université publique, pour une Université publique de qualité ouverte à tous que nous créerons les conditions d'une unité offensive du mouvement étudiant.

Nous devons à chaque instant proposer l'unité la plus large possible. Cela concerne d'abord tous les syndicats qui ces dernières années ont, pour différentes raisons, quitté, l'Union nationale: nous ne nous résignons pas à ces scissions, et chercherons moins à les concurrencer sur leur terrain qu'à rétablir avec eux l'unité la plus étroite. Cela concerne aussi tous les syndicats qui, localement, se sont construits en dehors de l'UNEF. Cela concerne enfin, bien sûr, l'UNEF-ID: si nous devons dénoncer sans concession ni complaisance la dérive qui l'a conduite en particulier à soutenir les réformes Jospin et Bayrou, nous ne devons pas renoncer à nous adresser à elle comme à un syndicat étudiant, et à ses militants comme à des syndicalistes que nous souhaitons voir prendre le parti des étudiants contre celui du pouvoir. **Nous ne pouvons pas séparer notre détermination à mener notre combat syndical de notre aspiration à l'unité la plus large dans le mouvement étudiant sans condamner l'une et l'autre.**

Là est le sens profond de la démarche que nous adoptons à l'issue de ce congrès.